**de la séance publique du conseil communal
du 12 novembre 2013**

Présidence de M. MATHOT, Bourgmestre ,

Sont présents : M. MATHOT, Président

MM. DELL'OLIVO , VANBRABANT, DELMOTTE, GROSJEAN, Mmes GERADON, ROBERTY, Echevins, M. MAYERESSE, Mme BUDINGER, MM. LAEREMANS , TODARO , Mme MAAS, M. THIEL, Mmes VALESIO, ROSENBAUM , MM. CULOT, ONKELINX, Mmes CRAPANZANO Patricia, GELDOF, M. SCIORTINO, Mme TREVISAN, M. ROBERT, Mmes PICCHIETTI, CRAPANZANO Laura, PENELLE, MILANO, M. PARRINELLO, Mmes ZANELLA, DELIEGE , M. RIZZO, Mme KRAMMISCH, MM. NAISSE , BERGEN, WALTHERY, HOLZEMANN, Mme JEDOCI, Membres, et M. ADAM, Directeur général ff.

Sont absents et excusés : M. DECERF, Echevin, M. BEKAERT , Président du C.P.A.S., et M. KUMRAL , Membres.

OBJET N°28 : Etablissement, pour les exercices 2014 à 2019, des règlements ayant pour objet :

...

o) la redevance sur les concessions de sépulture ;

...

LE CONSEIL,

Vu sa délibération n° 49 du 15 octobre 2001 arrêta nt, à partir du 1er janvier 2002 le nouveau règlement-tarif des concessions de sépultures et la décision n° 112 du collège communal du 8 décembre 2011 fixant les montants applicables en 2012 et 2013 ;

Vu la circulaire budgétaire de M. le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville relative au budget, pour 2014, des communes de la région wallonne ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le décret du 6 mars 2009 relatif aux funérailles et aux sépultures ;

Sur proposition du collège communal en vertu de sa décision n° 44 du 30 octobre 2013 et de l'avis conforme de la section des finances et des marchés publics,

ARRETE

par 32 voix « pour », 0 voix « contre », 4 abstentions, le nombre de votants étant de 36 :

2.-

ARTICLE 1.- Il est établi au profit de la Ville, à partir du 1er janvier 2014 et pour une période de six ans échéant le 31 décembre 2019 une redevance sur les concessions de sépulture dans les cimetières communaux dont le montant est fixé comme suit :

a) concessions de sépulture temporaires de vingt-cinq ans : le prix du terrain est fixé à 150 € du mètre carré, toute fraction du mètre carré étant comptée pour un mètre carré supplémentaire.

En outre, il est perçu une somme de 450 € par corps susceptible d'être inhumé dans les caveaux construits à l'initiative de l'Administration communale ou une somme de 95 € par corps susceptible d'être inhumé dans une concession sans caveau, à titre d'intervention forfaitaire dans les frais d'aménagement ;

b) concession de sépulture temporaire de vingt-cinq ans en columbarium : il est perçu une somme de 670 € par urne susceptible d'être inhumée dans un columbarium érigé par l'Administration communale, à titre d'intervention forfaitaire dans les frais d'aménagement ;

c) renouvellement de concessions de sépulture temporaires de trente ans : Il est fait application du tarif prévu à l'alinéa a) du présent article. Toutefois, le prix par mètre carré est fixé à trente vingt-cinquièmes de 150 € soit 180 €.

ARTICLE 2.- Dans tous les cas, le prix de la concession est doublé si le contractant n'est pas inscrit aux registres de la population de SERAING à la date d'octroi de la concession par l'autorité communale compétente. Cette majoration n'est exigible qu'une fois. Elle n'est donc pas applicable lors du renouvellement de la concession.

La disposition reprise au premier alinéa du présent article n'est toutefois pas applicable :

- aux fonctionnaires des Communautés européennes dispensés de l'inscription dans les registres communaux et qui résident effectivement dans la commune ;
- aux personnes placées à l'intervention du Centre public d'action sociale et aux vieillards ou incurables inscrits aux registres de la population de SERAING avant leur radiation pour une maison de repos ou institution similaire située en dehors du territoire de SERAING ;
- aux personnes qui étaient inscrites aux registres de population de SERAING depuis cinq ans au moins avant leur radiation pour une autre commune pour autant que celle-ci soit inférieure à un an. Si besoin, un extrait des registres de population en fera la preuve ;
- aux militaires ou civils décédés au service de la Patrie ;
- aux personnes inscrites aux registres de la population de SERAING, n'ayant plus de parents ou alliés, représentées en cas de décès par un tiers non inscrit à SERAING. Celui-ci ne pourra en aucun cas être concessionnaire de la sépulture dans laquelle ne pourra prendre place que la personne décédée.

ARTICLE 3.- Toute modification ou désignation par le concessionnaire à la liste des ayants droit d'une concession, postérieurement à sa date d'octroi, qui a pour effet

l'inscription sur cette liste :

- d'une personne toujours en vie, non inscrite aux registres de population de SERAING ;
- d'une personne décédée hors commune et non inscrite au moment de son décès aux registres de la population de SERAING,

donne lieu au paiement d'un supplément de 220 €.

Cette disposition ne s'applique pas aux exemptions visées à l'article 2.

ARTICLE 4.- Les frais d'ouverture et de fermeture des concessions avec ou sans caveau ainsi que des cellules de columbarium sont gratuits, à l'exclusion des frais d'enlèvement et de remplacement des monuments qui sont à charge des familles.

ARTICLE 5.- Les prix fixés par le présent règlement seront automatiquement revus et appliqués au 1^{er} janvier de chaque année, sur base des fluctuations de l'indice des prix à la consommation. Les nouveaux montants qui comprendraient des cents d'euro seront arrondis à l'euro supérieur.

Le coefficient d'adaptation est obtenu en divisant l'indice des prix à la consommation du mois de janvier de l'année précédant celle de la révision automatique des prix par l'indice de base du 1^{er} janvier 2013.

ARTICLE 6.- Le montant de la redevance due est payable au moment de la demande par la personne qui l'introduit entre les mains du directeur financier ou de son délégué.

ARTICLE 7.- En cas de non-paiement de la redevance, le débiteur est mis en demeure de payer par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi sont mis à charge du redevable.

A défaut de paiement et pour autant que la créance soit certaine, liquide et exigible, le directeur financier envoie une contrainte, visée et rendue exécutoire par le collège communal et signifiée par exploit d'huissier ; cet exploit interrompt la prescription. Un recours contre cet exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation.

Les frais administratifs visés à l'alinéa 1 sont recouverts par la même contrainte.

Les dettes des personnes de droit public ne peuvent jamais être recouvertes par contrainte.

ARTICLE 8.- Le présent règlement abroge le règlement-tarif des concessions de sépulture arrêté par le conseil communal le 15 octobre 2001.

ARTICLE 9.- La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon pour approbation. Elle sera ensuite publiée selon les formes légales.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME :

LE DIRECTEUR GENERAL FF,

LE BOURGMESTRE,